

CB info

La lettre du réseau Compagnons Bâisseurs



EDITO

de Nadège POIRRIER,
PRÉSIDENTE DES CB
LANGUEDOC-ROUSSILLON

En l'espace de 15 jours en France, 7 personnes sont mortes de froid dans une indifférence quasi générale !

Quoi de plus révoltant au XXI^e siècle ? Combien faudra-t-il encore d'autres victimes pour qu'enfin la mort d'une personne sans domicile fixe ne soit pas qu'un fait divers parmi d'autres, pour que le droit à un logement décent et adapté puisse être effectif pour chaque personne quelque soit son sexe, son statut, son origine, son histoire ?

Chaque jour, dans nos associations, nous sommes confrontés à la détresse des familles auxquelles on refuse une location en raison de leur précarité ou menacées d'expulsion, obligées de recourir à un hébergement par des amis ou la famille, à l'accueil dans des centres d'hébergement voire de trouver des abris de fortune ou des tentes.

Plus que jamais il est nécessaire que les différentes associations qui œuvrent quotidiennement puissent avoir les moyens d'agir et de répondre à l'ampleur et à la gravité de la situation.

Il est impératif également que les politiques du logement permettent de construire un nombre suffisant de logements sociaux à des coûts adaptés à la situation et aux revenus des personnes.

C'est la condition indispensable pour une mise en œuvre effective du droit au logement affirmé dans la loi DALO en 2007. C'est aussi la condition pour que l'action des bénévoles et des salariés de nos associations pour soutenir les démarches d'accès au logement ait un sens et ne conduise pas à la désespérance faute d'issue.

N'oublions que du jour au lendemain chacun d'entre nous peut perdre son logement et de ce fait être atteint dans sa dignité. A l'heure où l'on commémore le 60^e anniversaire de la Déclaration des Droits de l'Homme, il est important de rester mobilisé pour construire un véritable droit au logement pour tous.

C'est le sens, à la fois de l'action quotidienne de nos équipes et de notre engagement dans le « collectif des associations unies pour une nouvelle politique publique des personnes sans abri et mal logées ».

ARA et animation sociale locale...

VL: *En tant que chef de projets aux CB Languedoc Roussillon, peux-tu nous dire les enjeux actuels de l'association ?*

O.O.: Dans le cadre de la définition des postes d'animateurs habitat sur des fonctions de coordination, la notion d'animation sociale locale a été définie comme axe majeur transversal de l'ARA. Cette démarche globale se décline par 3 entrées opérationnelles : la remobilisation des ressources individuelles, la dimension collective et solidaire, et la démarche partenariale. L'animateur technique agit en proximité avec la personne dans son projet. De manière conjointe et complémentaire, l'animateur habitat intervient dans la prise de distance et la mobilisation des relais dans la résolution des problématiques identifiées.

VL. Quels partenariats locaux illustrent aujourd'hui cette animation sociale ?

O.O.: La démarche d'ARA doit pouvoir se saisir de toutes les potentialités du territoire. Les animateurs sont des « facilitateurs », mettant en réseau les acteurs des secteurs sanitaires et sociaux, de l'habitat et du milieu associatif pour répondre au plus près aux préoccupations des ménages accompagnés. Concernant la lutte contre l'habitat indigne, l'ARA s'articule avec les dispositifs existants : OPAH, commissions pour le logement décent, MOUS et aides de l'ANAH. Par exemple, 3 Communautés d'Agglomérations financent les projets d'ARA dans l'Hérault et nous réalisons des diagnostics insalubrité mandatés par la DDE et DASS du Gard. Nous disposons aussi de moyens techniques et financiers indéniables dans les réseaux associatifs. Cela s'illustre par des partenariats directs avec GEFOSAT, gestionnaire d'un fond d'aide aux travaux sur les problèmes de précarité énergétique, la CLCV ou le CAUE sur les rapports locatifs, les maisons pour tous, centres sociaux et lieux ressources dans cette logique d'animation locale. En perspective, un partenariat avec la Maison du Logement, opérateur du programme SOS Taudis, la consolidation de nos actions, une meilleure lisibilité et la valorisation de nos champs compétences auprès des acteurs locaux.

Valérie Louberssac, chargée de mission habitat(ANCB) et Ouidad Omara, chef de projet (CBLR).



Une visite à Marseille Bellevue

L'« Espace Educatif logement » a ouvert ses portes en mai dernier, au cœur du Parc Bellevue à Marseille, une copropriété dégradée en Plan de sauvegarde depuis 1999. Rencontre avec Sarah Tabchiche, chargée de mission d'action sociale collective (Pact Arim13 - missionnée Logirem), Béatrice Ferraro, animatrice de l'espace éducatif logement d'Arles – quartier Grifeuille), venue s'inspirer du concept et Yannick Thiriet, animateur technique aux CB Provence (photo ci-dessus). ●●●➤

Dans quel contexte a démarré l'action ?

Y.T/S.T : Un des volets du plan de sauvegarde porte sur la réhabilitation de logements, avec la mise en place d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH), et des opérations d'acquisition/amélioration, initiées par Marseille Habitat et Logirem. L'action des CBP, financée par le Grand Projet de Ville et le CUCS et initié par la DIV, est menée dans le cadre d'une action sociale, en partenariat avec les bailleurs sociaux et un collectif « cadre de vie » (associations du quartier). Les CB disposent d'un appartement, lieu ressource visant à mobiliser et dynamiser les habitants, qu'ils soient locataires ou propriétaires, par des ateliers collectifs permanents le lundi après-midi, pour apprendre à mieux vivre chez soi. Une approche individuelle, sous forme de permanences conseil est proposée le mercredi matin.

Qui sont les habitants du Parc Bellevue ?

S.T.: Environ 80% des habitants du bâtiment A de Bellevue sont originaires des Comores et Mayotte, 20% du Maghreb ou de l'ex-

Yugoslavie. Les modes d'habiter sont différenciés selon les communautés.

B.F.: Aux Comores, les logements ont des sols en terre battue, la cuisine se fait à l'extérieur et pour le collectif (frères, sœurs, cousins,...). Beaucoup de Comoriens résidant en France envoient de l'argent aux Comores où les conditions de vie sont devenues très difficiles : plus de pétrole, plus d'usines en activité, ... mais beaucoup de champs de jasmin ! Les produits d'alimentation de base sont devenus hors de prix. Idem à Mayotte, où après chaque cyclone, les prix augmentent de 200% (1 salade = 10 euros).

S.T.: Suivant leur parcours, les habitants n'ont pas les mêmes exigences de confort. D'ailleurs de nombreux habitants ont été logés dans de mauvaises conditions et à des loyers élevés par des propriétaires indélicats, phénomène résolu sur les bâtiments où les bailleurs sociaux sont intervenus. Autre caractéristique : la taille des ménages. Aujourd'hui, dans le bâtiment A, de grands logements ont permis de répondre aux situations de sur occupation. De grands

salons permettent d'offrir un espace familial adapté à la taille des familles.

Y.T.: Certains appartements sont carrelés du sol au plafond, façon hammam ! Y a du boulot, les gens ne se savent pas ce qu'ils doivent faire (jet d'ordures par les fenêtres,...). Dans le local, nous avons installé un parcours des erreurs à ne pas commettre : ne pas boucher les aérations, fils électriques apparents,...). Le prochain atelier sera centré sur le nettoyage et l'hygiène, d'autres seront plus axés sur la décoration (certains habitants s'ils veulent être relogés, sont tenus de jeter leurs meubles).

Comment les habitants ont-ils été informés de l'ouverture de l'espace logements ?

Y.T : Je suis allé distribuer des tracts dans les bâtiments A et D avec les VLT, en porte à porte. L'échange verbal est le mode de communication le plus efficace. Nous allons recommencer dès que possible, faire les sorties d'écoles, les commerces. J'ai adapté un nouveau tract, plus visuel. Même si le local se situe au rez de chaussée, un accès direct par l'extérieur inciterait les personnes à franchir la porte. Jusqu'à présent,



14h00 : Une visiteuse se présente, orientée par Marseille Habitat, qui a refait les peintures de l'appartement où elle sera relogée. Madame Y. est venue pour apprendre à fabriquer des étagères. Elle pourra ensuite se procurer du bois avec des bons d'achats et intervenir seule dans son logement. Au programme : prendre les dimensions, tracer la découpe, utiliser la scie sauteuse. Perceuse et fixation...

Du côté des chantiers familles à Rennes,

entretien avec **Frédéric Renault**, animateur technique.

CBI : Selon quels critères peut-on bénéficier d'un chantier famille ? Comment sont orientés les publics ?

FR : Les publics peuvent être repérés soit par le Pact-Arim, ou par les travailleurs sociaux, ou en

interne. Il faut parfois 1 ou 2 ans pour monter un dossier, avant qu'il n'aboutisse (ou pas). La première visite, avec le chef de projet permet de vérifier que le projet est viable, et finançable. Toutes les ficelles sont alors tirées : aides de l'Anah, de la MSA, de la DRAS et du Pact-Arim pour les compléments de financement. Une fois ce plan de financement établi, une deuxième visite dans le logement est programmée, qui permet d'affiner le devis et de choisir ce à quoi nous pouvons nous attaquer en priorité. Quand les chantiers concernent des sorties d'insalubrité, il n'y a pas de liste d'attente, mais les dossiers sont beaucoup plus compliqués à monter.

CBI : Quelle est la nature des travaux, la durée des chantiers, comment ça se passe au démarrage ?

FR : Les travaux peuvent concerner du gros œuvre (couverture, charpente) ou du second

œuvre. Je gère chaque chantier l'un après l'autre. En terme d'impact sur les publics, je trouve beaucoup plus intéressant de travailler sur des chantiers longs (6 à 9 mois) que sur des chantiers de 3 semaines. Le chantier peut démarrer quand le devis est validé, avec toutes ses garanties : décennales pour le gros œuvre, ou biennales pour l'électricité et la plomberie. Il faut aussi se poser la question de savoir s'il est nécessaire ou pas de reloger la famille pendant la durée des travaux. Nous passons ensuite à la phase de contractualisation avec la famille : poser les choses, s'assurer que le projet a été bien compris, fixer les étapes. J'interviens avec une équipe de 3VLT : où va-t-on prendre les repas ? Qui va s'en occuper ? A quelle heure va démarrer le chantier ?,... Ces étapes permettent de reposer un cadre, et de remettre les personnes en face d'une situation à gérer (faire par exemple les courses, avec un budget repas de 2,50 euros par personne).



© Denis Caïron

nous n'avons reçu que des personnes en attente de relogement, repérées par les bailleurs. Un projet de convention est même à l'étude, qui garantirait l'obtention plus rapide du nouveau logement aux personnes inscrites aux ateliers, mais c'est une sorte de « épée de Damoclès » ! Le partage des compétences au sein du collectif est essentiel : Médiance 13, qui a effectué des diagnostics Gaz dans les appartements, peut nous fournir des contacts, c'est une porte d'entrée possible. Nous envisageons également de mener des animations dans les locaux des autres structures du collectif.

S.T.: Il faut toujours beaucoup de temps pour la mise en place... Il y a eu des annonces d'action, qui se sont arrêtées en cours de route. La mobilisation est très difficile, ce n'est pas seulement une question de temps, mais de rythmes très lents qu'il faut accélérer. Nous venons de vivre un temps fort samedi, avec l'organisation d'une journée propreté qui a rassemblé 120 participants (jeunes adultes et enfants) et qui nous a permis d'interpeller les élus. Nous avons distribué des T-shirts et du matériel de nettoyage. Une centaine de sacs poubelles et 3 camions d'encombrants ont été recueillis...



...seront abordés à la prochaine séance (NB : Yannick : en laisser toujours un peu pour après, pour que la personne revienne).

CBI : Tu viens de commencer un chantier dans le centre ville de Rennes...

FR : Oui, chez un propriétaire occupant menacé de saisie immobilière... il sort d'une procédure de divorce, et probablement d'une dépression. Il a du mal à se lever le matin, à se motiver, puis à s'organiser. En partenariat avec l'assistante sociale, nous avons organisé son relogement et essayons d'éviter la saisie de l'appartement... Son procès a pu être reporté. Parallèlement, nous essayons de structurer ses journées... Il participe donc au chantier et prépare les repas en essayant de respecter les horaires fixés. Dès qu'une difficulté apparaît, je propose des temps de régulation, avec le travailleur social, de sorte à maintenir une bonne ambiance dans l'équipe, et à assurer le bon déroulement du projet. Par ailleurs, on essaie déjà de penser à ce qui se passera lorsque l'équipe partira. Il faut profiter du temps où nous sommes là pour favoriser l'appropriation et construire l'après-chantier...

Du parcours de l'une au parcours de l'Autre,

rencontre avec Annick Brochoire*

Quelles étaient vos fonctions au sein des CB Bretagne ?

Entrée en 2002 pour un remplacement de 4 mois, je suis tombée dans le « bouillonnement de la marmite CB » ! C'est par l'heure de la retraite qu'a pris fin cette super aventure. 6 années intenses où j'ai d'abord eu la mission de conseillère en insertion socio professionnelle au sein des ateliers et chantiers

d'insertion. Puis à cette mission, s'est ajouté un temps de mise à disposition pour l'accompagnement des salariés de l'entreprise d'insertion second oeuvre. J'ai ensuite repris la coordination pédagogique des activités ACI. A l'été 2008, il a été décidé de créer un poste de directeur adjoint lié à l'insertion par l'activité économique. J'ai accepté d'effectuer la transition jusqu'à mon départ en retraite. Voilà à quoi a été dévolue ma dernière étape de vie professionnelle, vraiment pas de quoi ronronner dans la monotonie ! Et dire que j'étais venue « juste voir » ! En tous cas, merci à mes recruteurs, Christian LETURNIER et Jacques MATELOT de m'avoir fait confiance, sans oublier Jean-Marie CRABEL. Ce fut un plaisir (comme le disent si bien nos amis du Sud Ouest).

Comment cette étape est-elle venue s'intégrer dans votre parcours professionnel ?

Tout naturellement à mon sens, j'ai toujours eu des missions axées vers un service à rendre à l'Autre, tel que l'animation de groupes de jeunes, de par les métiers exercés : secrétariat, formation (enseignement auprès de jeunes en lycées professionnels et formation continue d'adultes, responsabilité direction pédagogique). Et au fil des rencontres et des circonstances, j'étais de plus en plus confrontée à la démarche individuelle de projet d'orientation ou d'insertion. En 1993, j'ai entrepris une formation en recherche-action et décroché un DHEPS en analyse de pratiques sociales, tout en étant prof et animatrice d'insertion sur le bassin d'emploi rennais, à la MIJEC (mission d'insertion des jeunes de l'enseignement catholique). En 1997 j'ai pris la relève jusqu'en 2001 de la coordination régionale de la MIJEC. Mission passionnante aussi. Je crois aux bienfaits des relais, je l'ai vécu et provoqué maintes fois : la stabilité a son intérêt pour développer l'action mais le changement de personne sur une même mission apporte de la valeur ajoutée. La rencontre avec les CBB m'a permis d'accompagner des adultes en grande difficulté. Autre enjeu et à la fois toujours le même, faire un bout de chemin avec l'Autre avant d'arriver à une croisée de routes où chacun va s'autoriser à partir dans sa propre direction avec son nouveau bagage.

Quel regard portez-vous sur cette expérience ?

Le terme « regard » me plaît bien : sur l'apprentissage de l'Autre : ce qu'il est, ce qu'il sait, ce que nous partageons et ce qui différencie nos approches – sur le travail d'équipe dense et enrichissant avec plein de temps forts d'actions, « frottements », allers et retours, compromis et avancées, avec la « bande » d'animateurs : Gaël, Michel, Yannick, Matthieu, Aldrig, Pierrick, Vanessa, Yves, Philippe, Gervais, Joseph, Sylvain, Yves, Gérard, Christian. Et la « petite bande » de conseillers en insertion, Agnès, Raphaël, Frédérique, Géraldine, Karin, Françoise. Nous nous sommes « supportés » dans tous les sens du terme et principalement celui de se soutenir, d'avoir un esprit de corps, de nous enrichir réciproquement et ainsi devenir plus pertinents et efficaces auprès des salariés en insertion, malgré la confrontation au renouvellement des équipes, la multiplicité des situations et la coexistence de problématiques lourdes et multiples. Je dis « bravo » tout particulièrement à mes collègues animateurs techniques vu la complexité de leur métier ; à la fois technicien formateur, encadrant d'équipe de salariés et membre à part entière de l'équipe d'accompagnement individuel. Le but de tendre vers une sortie « par le haut » du salarié en insertion, nous fait nous « serrer les coudes » et nous « rebeller » et des fois, ce n'était pas si facile pour les collègues chefs de projet, Jacky, David, Gérard, Yvon puis Pascal ! Sans oublier les collègues secrétaires, comptables : Anne-Marie, Krystal, Noëlla, Annie ! Et tous les autres collègues CBB croisés souvent près de la cafetière, à la photocopieuse (quels drôles d'endroits pour mutualiser inter-secteurs !). Et tant à dire de ces rencontres et des échanges de bouts d'histoire de vie avec les personnes accompagnées, ces moments si forts et si fugaces à s'apprivoiser qui font toute la richesse des relations humaines.

Que peut-on souhaiter aux CB pour les années à venir ?

Que les CB parviennent vraiment à mutualiser toute la richesse d'expérience engrangée par les uns et les autres, que chacun(e) « tricote » avec son homologue au sein du réseau CB. en termes d'organisation, de gestion administrative et humaine, de méthodologie et processus d'activités, d'outils pédagogiques, administratifs, documentaires, etc. La « mutualisation de pratiques » devient un mot-valise si on ne la formalise pas, si on ne la mesure pas dans les effets produits. En terme d'activités, les besoins des populations ciblées sont malheureusement toujours d'actualité. En interne, les CB ont des idées d'évolution de leurs modes d'approche, leur expression l'a bien montré, entre autres lors de la journée nationale de décembre 2007. En externe, via le courant porteur des « services aux personnes », les idées germent et maintes mises en oeuvre voient le jour ; une certaine concurrence s'instaure. Alors l'innovation est un levier à saisir avec les forces existantes. Bon vent à vous !

*Faute de place, l'intervieweuse a dû procéder à des coupes dans le texte. Elle s'en excuse par avance.





L'éducation populaire est un courant d'idées qui milite pour une diffusion de la connaissance au plus grand nombre afin de permettre à chacun de s'épanouir et de trouver la place de citoyen qui lui revient. C'est à Condorcet que les associations font référence lorsqu'elles parlent de l'origine de l'éducation populaire : « Tant qu'il y aura des hommes qui n'obéiront pas à leur raison seule, qui recevront leurs opinions d'une opinion étrangère, en vain, toutes les chaînes auraient été brisées ; le genre humain n'en resterait pas moins partagé entre deux classes : celle des hommes qui raisonnent, et celle des hommes qui croient. Celle des maîtres et celle des esclaves. » (Rapport à la Convention 1792). La dimension politique dans l'acte éducatif est en effet partie prenante de l'éducation populaire (bourses du travail, universités populaires, ...), ce qui a pu constituer à la fois sa force et aussi sa fragilité, puisqu'on ne manie pas la dimension politique sans prendre de risque.

Aujourd'hui, il est mis en évidence l'opposition entre une démarche d'émancipation collective, qui reconnaît la culture propre d'un groupe social donné et vise plutôt à donner à ce groupe les moyens de son émancipation et une démarche que l'on pourrait qualifier de moralisation, d'intégration, qui consiste à permettre aux éléments les plus performants d'un groupe social considéré « sous-développé culturellement » de rejoindre les rangs de la culture dominante.

Alors qu'aujourd'hui, le gouvernement réforme le droit du travail, la loi SRU, la politique de sécurité sociale, ... nous continuons à défendre des projets d'insertion. Par respect pour notre public, nos adhérents ou nos salariés « en insertion », je crois réellement qu'il est temps d'arrêter de parler d'Education Populaire, et de la pratiquer réellement.

Jean-François JULOU, ANIMATEUR TECHNIQUE À TOURS

Bien ou bien ? C'est LA phrase de Bruno, celle qui nous parle de lui, qui nous rappelle son sourire, son charisme. C'est l'image d'un homme toujours prêt à aider, à soutenir, à motiver. Bruno ou un cœur gros comme ça, qui aurait détesté nous voir pleurer mais adoré nous voir nous souvenir de lui, de sa passion pour son métier, pour les Compagnons Bâisseurs et pour la vie. A notre collègue, à notre ami, à notre faiseur de rire, à Bruno. L'Equipe des CB PROVENCE



Projet de réseau

Auto-réhabilitation accompagnée : un processus à modéliser... au risque de la qualité !

par Hervé COGNE, DIRECTEUR ANCB

Une préconisation, brève mais très explicite, de l'évaluation de la démarche d'auto-réhabilitation accompagnée présentée il y a un an par Fors recherche sociale, portait sur « la conceptualisation des opérations d'auto-réhabilitation pour mieux valoriser les effets induits dans le cadre d'une opération ». Autrement dit, l'auto-réhabilitation accompagnée couvre aujourd'hui une certaine disparité des modes d'intervention à l'échelle du réseau des Compagnons Bâisseurs, qui entrave la mutualisation et l'amélioration des pratiques en interne autant qu'elle rend difficile sa valorisation vis à vis des partenaires.

Au delà des discours un peu généraux sur les bienfaits de la démarche (insertion, participation, mise en mouvement, etc.) l'observation des pratiques d'une région à l'autre ou d'un intervenant à l'autre, montre d'assez singulières différences, d'autant plus surprenantes qu'elles sont couvertes par des appellations communes : atelier de quartier, chantier famille, auto-réhabilitation accompagnée... Qu'y-a-t-il de commun entre tel animateur technique considérant avoir rempli sa mission quand du début à la fin de l'année (et probablement la suivante) il a assuré l'accompagnement des mêmes familles, et tel autre pour qui, il importe que le chantier s'inscrive dans une temporalité marquée par un début et une fin ? Qu'en est-il du principe de participation sous label « d'auto » réhabilitation, quand les compagnons bâtisseurs mobilisent leurs équipes en insertion pour rénover des appartements libérés de leurs occupants ?

Il est par conséquent beaucoup question depuis quelques mois de rendre plus lisible et explicite le processus qui amène les CB à rencontrer un habitant, proposer (ou écarter) une démarche de réhabilitation de son logement, inscrire celle-ci dans un partenariat local et une solidarité de proximité, accompagner le chantier, et, in fine, mettre un terme à cet accompagnement. Ne s'agit-il pas, ni plus ni moins, au travers de cette description que de qualifier la démarche, autrement dit, de lui conférer une « qualité ». Les vertus qui peuvent en être attendues, sont un partage et un enrichissement effectifs puisque fondés sur une compréhension réelle de ce que chacun fait et pourquoi il le fait. C'est aussi la possibilité de poser sur le processus les jalons et les repères qui permettront réellement de mesurer le résultat et les effets induits par la démarche. C'est enfin la condition pour évaluer en interne et négocier en externe le prix à payer pour développer cette démarche d'auto-réhabilitation accompagnée.

Faut-il craindre cette « démarche qualité » qui viendrait normaliser un processus et des comportements essentiellement fondés sur des relations humaines ? Ce serait alors se faire une bien piètre opinion du principe même de qualité dont l'objet est d'améliorer l'effet des actions que l'on entreprend, à commencer celles conduites avec d'autres personnes humaines !

C'est donc le pari qui sera lancé en 2009, avec la mise en place d'un groupe d'une dizaine de personnes, composé de la diversité des acteurs et des territoires du réseau CB. Accompagné par un consultant qualité et organisation, ce groupe aura la double tâche de décrire et modéliser le processus d'ARA et de relayer la démarche dans les régions respectives des participants. 10 réunions sur une période de 6 mois : l'investissement demandé à chaque « acteur » du groupe sera important ; il est le gage de la réussite finale du processus !

Agenda : Prochaine réunion de directeurs le **16/01/09** - Prochain CA le **17/01/2009** - **Bonnes fêtes à tous !**


ASSOCIATION NATIONALE

CBinfo : Directeur de la publication Hervé Cogné - Publication trimestrielle - Tirage : 150 ex. sur papier recyclé. Pour contribuer au prochain numéro, envoyez vos propositions d'articles à : al.darrasse@compagnonsbatisseurs.org

Changement d'adresse à partir du 20 décembre

22 rue de la Donelière 35000 RENNES - Tél : 02 99 02 60 90

Fax : 02 99 02 60 70 - cbnational@compagnonsbatisseurs.org - www.compagnonsbatisseurs.org